

En Irak, en Palestine, en Afghanistan,

Pour en finir avec les massacres et les tortures organisées par les armées d'occupation :

- **RETRAIT IMMÉDIAT d'Irak, d'Afghanistan de toutes les troupes impérialistes !**
- **Contre tous les plans de dépeçage de la Palestine, souveraineté du peuple palestinien sur l'ensemble de la Palestine !**

En Palestine, l'armée israélienne poursuit, avec l'appui des États-Unis, les « meurtres ciblés » contre ceux qui sont accusés de terrorisme.

En Irak, comme en Afghanistan, les armées d'occupation tuent combattants et civils, torturent les prisonniers. Ce ne sont pas des « bavures ». C'est la conséquence inévitable de toute guerre impérialiste, de toute guerre coloniale, ce sont les conséquences des ordres donnés au plus haut niveau.

En Irak, il y a un an, l'armée américaine (avec l'appui des armées anglaise, espagnole,..) écrasait l'Irak sous prétexte d'éliminer des « armes de destruction massive », puis sous prétexte d'instaurer la démocratie. Aujourd'hui, tout le monde doit reconnaître le mensonge d'État : ces armes n'existaient pas, l'armée irakienne était elle-même déliquescence.

Quant à la « démocratie », on voit ce qu'il en est : les armées d'occupation tuent et torturent, les gouvernements – en Irak comme en Afghanistan – sont de simples marionnettes au service de l'occupant qui a tous les droits. Et les conditions de vie de la population – qui étaient épouvantables avant la guerre – ne font que s'aggraver depuis l'occupation.

En Palestine, l'armée israélienne poursuit ses opérations, détruisant les habitations civiles par centaines. Et la population palestinienne, plus misérable que jamais, subissant mille brimades, est enfermée dans des territoires morcelés, surpeuplés, véritables camps de concentration à ciel ouvert.

Le gouvernement de George Bush soutient la politique de Sharon, soutient la construction du mur – qualifié pudiquement de « clôture » - soutient le nouveau plan d'expropriation défini par Sharon.

L'impérialisme américain en difficulté

En dépit de sa formidable puissance militaire, l'impérialisme américain ne peut venir à bout de la résistance qui a commencé à se manifester en Irak ; ses difficultés sont politiques : l'occupation impérialiste suscite une hostilité croissante, en Irak et dans tout le Proche et Moyen-Orient (ce qui constitue une menace pour tous les régimes politiques de cette région, vassaux des États-Unis). En toile de fond, il y a les difficultés financières du capitalisme américain (ses énormes déficits budgétaires et commerciaux), capitalisme profondément corrompu, qui le poussent à intervenir pour contrôler cette région du monde et ses richesses, mais qui – en même temps, le handicapent.

De même, en Israël : sa supériorité militaire est écrasante, mais le peuple palestinien n'a que ses chaînes et sa misère à perdre. Jamais, il ne pourra accepter ce qu'implique l'existence de l'État colonial d'Israël : l'expropriation de ses terres, incessante depuis 1947 ; l'oppression, l'enfermement. Et l'État d'Israël – créé pour les besoins de l'impérialisme américain – ne peut que mener une guerre incessante contre le peuple palestinien.

Les plans américains

Après la première guerre contre l'Irak (1990-91), le gouvernement américain put imposer l'accord d'Oslo-Washington : l'OLP capitulait, acceptant la partition de la Palestine. Cet accord prévoyait pour les Palestiniens une fiction d'État sur un fragment de la Palestine. Les expropriations ont donc pu se poursuivre. Et la capitulation d'Arafat et de l'OLP a permis au Hamas, organisation réactionnaire, de se développer.

C'est une nouvelle mouture de cet accord, sur un espace encore plus réduit que vient de proposer Bush : le plus important c'est d'abord d'« établir un État », dit Bush, c'est-à-dire « des institutions » en préalable avant tout accord définitif. Traduction : que les Palestiniens acceptent de mettre en place une administration et une police pour contrôler le peuple palestinien sur quelques morceaux concédés de Palestine, que cette administration et cette police collaborent avec l'État d'Israël, à son service, et l'on baptisera ce dispositif « État palestinien » !

Mais un tel dispositif ne peut être viable.

Irak : l'impérialisme américain en difficulté.

Le 12 avril, Bush est obligé de concéder : « *nous avons eu une dure semaine en Irak* ».

De fait, en mars et avril, les difficultés militaires et politiques se sont accumulées pour le gouvernement américain.

C'est d'abord une résistance tenace que l'armée américaine n'arrive pas à juguler bien qu'elle dispose de 130 000 soldats en Irak. Cette résistance se manifeste d'abord dans des villes considérées comme sunnites, telles que Fallouja, puis, dans des villes chiïtes à partir d'avril. Ainsi à Najaf.

Entre le 1^{er} et le 21 avril, plus de cent soldats américains sont officiellement tués (sans compter les mercenaires des officines privées américaines utilisées en complément de l'armée US).

Cette résistance se développe alors que l'hostilité des irakiens aux forces d'occupation ne fait que croître. Plus grave encore : les forces supplétives irakiennes recrutées et formées par l'armée américaine refusent de se battre et sont inutilisables : « *les policiers ont déserté pour 40% et 10% travaillent contre nous* » explique, le 22 avril, le général américain Martin Dempsey.

Sur le plan international, la coalition rassemblée autour des Etats-Unis s'effrite – l'un des plus fermes alliés de Bush, le gouvernement Aznar, est balayé par les masses espagnoles en relation étroite avec la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse d'Espagne contre l'intervention militaire en Irak. Zapatero, dirigeant du PSOE, devient premier ministre. Il se voit contraint de retirer aussitôt les troupes espagnoles sans même attendre le 30 juin et une éventuelle relève de l'ONU comme il l'avait d'abord annoncé. C'est un sévère échec pour le gouvernement américain.

C'est dans cette situation que deux questions deviennent objet de scandale, en particulier aux Etats-Unis.

Des armes de « destruction massive » inexistantes.

C'est d'abord l'officialisation de ce qui était un secret de polichinelle : à la veille de la guerre, Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de « *destruction massive* ». Il s'agissait d'une pure invention destinée à justifier la guerre. « *Nous avons été menés en bateau* » déclare alors le président polonais, jusqu'alors allié indéfectible des Etats-Unis (il est vrai que cet aveu survenait au lendemain de la défaite électorale d'Aznar et alors que la Pologne redoute une banqueroute financière...).

Personne ne peut contester aujourd'hui que l'attaque contre l'Irak a été décidée dès l'arrivée de Bush à la Maison Blanche. Le principe de faire tomber le régime de Saddam Hussein fut entériné dès la première réunion du Conseil de sécurité nationale (NSC) présidé par Georges Bush le 30 janvier 2001, dix jours après sa prise de fonction comme Président des États-Unis. Il fallait un prétexte. Ordre fut donné de « trouver » des preuves concernant la possession par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. Mais le 16 mai 2001, lors d'une autre réunion du NSC, le responsable de la CIA a dû expliquer à Bush qu'il n'avait rien trouvé, qu'il ne s'agissait que de « spéculation ». Les préparatifs n'en continuèrent pas moins. Après les attentats du 11 septembre 2001, la guerre contre l'Afghanistan créa les conditions nécessaires à l'intervention préparée contre l'Irak.

Rappelons que l'objectif de cette guerre contre l'Irak ne se réduit pas à la question du pétrole. Celle-ci est importante, mais l'objectif, politique, va bien au-delà : il s'agissait de créer les conditions militaires et politiques pour « remodeler » toute la région et pour contraindre le peuple palestinien à renoncer définitivement à son combat. Ce sont ces objectifs qui sont aujourd'hui mis en difficulté.

Afghanistan

Depuis l'automne 2001 et l'intervention commune de tous les impérialismes en Afghanistan, c'est un gouvernement fantoche qui est installé en Afghanistan, incapable de survivre sans la protection des troupes d'occupation qui poursuivent leurs opérations militaires.

En Afghanistan également, la torture est systématique dans les prisons, même si la presse se montre beaucoup plus discrète. Des milliers de prisonniers sont soumis au bon vouloir des forces américaines et de seigneurs de guerre locaux.

Le gouvernement français ne diffuse aucune information sur la présence de l'armée française à l'intérieur de l'Afghanistan. Selon Libération du 13 avril, deux cents hommes des forces spéciales participent, depuis neuf mois, aux opérations militaires anti-guérilla. Selon un militaire français, « *nous appliquons en fait ce que nos anciens faisaient dans les djebels durant la guerre d'Algérie.* » Il est vrai que l'impérialisme français a une solide expérience de colonialisme et de guerres coloniales.

Faut-il rappeler, une fois encore, que la torture fut pratiquée systématiquement durant la guerre d'Algérie ? Mais aussi que la torture fut « *pratiquée de façon routinière dans les commissariats d'Algérie* » dans les années 30 et 40, c'est-à-dire bien avant la guerre d'Algérie, comme le rappelle l'historien Claire Mauss-Copeaux (Le Monde du 9 mai 2004).

Tortures en Irak.

Une autre question, celle des tortures pratiquées contre les prisonniers irakiens, éclate au grand jour avec la diffusion de documents prouvant les tortures systématiques appliquées aux prisonniers irakiens (9 000 à 13 000 irakiens sont détenus en Irak), que le gouvernement américain est obligé de reconnaître tout en prétendant qu'il s'agit de « bavures ». Mais la presse américaine diffuse largement des documents qui montrent que ces tortures ont été décidées au plus haut niveau. Dans l'ensemble des pays arabes, ceci ne fait qu'exacerber la haine des masses à l'égard de l'impérialisme américain. Aux États-Unis, l'ensemble de ces éléments, à six mois des élections, met Bush en difficulté.

C'est dans ces conditions que le gouvernement américain qui avait, au lendemain de la guerre, pris soin d'écartier l'ONU se voit contraint d'encourager la mission de Lakdar Brahimi, envoyé spécial de l'ONU en Irak. Celui-ci est incité à « *œuvrer pour faciliter le transfert de pouvoir* » prévu au 30 juin. Le gouvernement américain est donc conduit à rechercher un accord avec les autres impérialismes, tout en essayant de faire prévaloir ses objectifs.

Le 16 avril, Bush « *accueille favorablement* » le plan présenté par l'envoyé spécial de l'ONU. Dans ses grandes lignes, c'est le plan qui sera adopté le 8 juin par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Irak : au Conseil de Sécurité, Bush obtient l'appui de Chirac

C'est à l'unanimité des quinze membres du Conseil de Sécurité de l'ONU qu'a été adoptée, le 8 juin 2004, la résolution n°1546 défendue par les États-Unis et la Grande-Bretagne : cette résolution codifie les différentes étapes du « *transfert de souveraineté* » en Irak, du 30 juin 2004 jusqu'à décembre 2005.

Officiellement, il est prévu la mise en place d'un « *gouvernement transitoire irakien* » à partir du 30 juin, puis l'élection en janvier 2005 d'une assemblée chargée de rédiger une Constitution pour le 15 août 2005. Cette constitution serait soumise à référendum le 15 octobre 2004, et de nouvelles élections à l'Assemblée auraient lieu en décembre 2005.

Mais en réalité, cette résolution entérine d'abord l'occupation impérialiste de l'Irak, et légitime la guerre d'agression conduite début 2003 par les États-Unis et leurs alliés.

Elle impose au peuple irakien, au moins pour les dix-huit mois à venir, un gouvernement dont la nature et la composition sont décidées par l'actuel occupant, gouvernement fantoche qui succède à un « *gouvernement transitoire irakien* » tout aussi fantoche. Ce gouvernement, dont l'existence dépendra des années d'occupation – dite « *force multinationale* », américaine pour l'essentiel – doit accepter que cette force « *multinationale* » puisse mener en Irak les opérations militaires qu'elle juge utiles.

Un accord entre brigands.

Il s'agit donc d'un accord entre les gouvernements des grandes puissances qui s'arrogent le droit de décider de l'organisation du pouvoir politique en Irak, en fonction de leurs intérêts. L'accord, et la rédaction de la résolution, tient compte des rapports de force entre les différents impérialismes, dont la France : c'est donc – à quelques détails près – le texte présenté par les États-Unis qui a été adopté. La presse considère qu'il s'agit là d'un « *beau succès diplomatique* » (La Tribune du 9 juin) de George W. Bush.

La peur des masses

Il faut préciser : si Bush a dû rechercher un accord avec les autres puissances, c'est d'abord parce que l'impérialisme américain est en difficulté en Irak, confronté à une résistance militaire persistante et surtout à une hostilité croissante de l'ensemble de la population irakienne. Quant au soutien apporté par Chirac (et quelques autres) à cette résolution, il est dû pour une part à l'espoir de voir se réouvrir le marché irakien : ainsi, en théorie, ce serait le gouvernement irakien qui prendrait le contrôle de son fond de développement et de ses ressources pétrolières... Mais l'essentiel est ailleurs : ce qui a conduit l'ensemble des impérialismes à trouver un accord pour cette résolution, c'est la crainte – qui leur est commune – que ne surgisse un puissant mouvement des masses en Irak contre l'occupation impérialiste, contre le gouvernement fantoche ; un mouvement qui déstabiliserait tous les États et régimes du proche et Moyen Orient : « *Il ne faut pas s'y tromper, nous avons tous intérêt à ce que les choses se passent bien en Irak, et c'est ce qui a prévalu* » confie un diplomate à Libération le 9 juin.

Pour autant, les rivalités entre impérialismes ne s'évanouissent pas. Aussitôt la résolution votée par le Conseil de Sécurité, le gouvernement français et allemand font savoir que – contrairement aux demandes américaines – ils n'enverront pas de troupes en Irak, et pas plus sous le chapeau de l'OTAN.

En même temps, afin de préserver sa place, le même gouvernement de Chirac envoie des troupes en Afghanistan et en Haïti aux côtés des forces américaines.

En Irak : George Bush réaffirme qu'il rendra le 30 juin, la souveraineté à un gouvernement irakien. Mais l'armée américaine, ses services spéciaux, ses trusts, conserveront les vrais pouvoirs, le gouvernement irakien sera un gouvernement fantoche au service de la puissance occupante.

Comme en Palestine, le combat du peuple irakien sera difficile, et certainement long. De même en Afghanistan. Car face à la première puissance impérialiste, renforcée par l'appui de divers impérialismes et l'existence de l'État d'Israël, ces peuples sont démunis des outils essentiels : de véritables partis ouvriers, des partis révolutionnaires, des organisations (syndicales, de jeunesse...) qui ne soient pas inféodés aux valets locaux de l'impérialisme, à diverses forces réactionnaires. Et c'est dans ce combat contre l'impérialisme, contre le sionisme, que les prolétariats et la jeunesse de ces pays devront construire leurs organisations.

Inconditionnellement en soutien aux peuples palestinien, irakien et d'Afghanistan.

Les travailleurs et la jeunesse d'Espagne ont montré, à leur manière, comment apporter un soutien à ces peuples : en combattant leur propre impérialisme, leur propre gouvernement. Ils ont manifesté par millions, ils ont chassé Aznar, ils exigent le retrait immédiat des troupes espagnoles.

En France, Chirac ne s'est militairement pas engagé en Irak derrière Bush : mais c'est uniquement pour défendre, dans la mesure du possible, les intérêts de l'impérialisme français sévèrement menacés par les Etats-Unis. Mais le même Chirac a envoyé des troupes en Afghanistan, il a envoyé des troupes en Côte d'Ivoire, il soutient l'Etat d'Israël et les plans successifs de dépeçage de la Palestine. Il en appelle à l'ONU, cette caverne de brigands où les grandes puissances négocient entre elles le contrôle de la planète.

Et, à la suite de Chirac, les dirigeants du PS, du PCF, des syndicats ouvriers, de l'UNEF en appellent à l'ONU et soutiennent ses résolutions.

A l'inverse, il convient d'exiger de ces dirigeants qu'ils se portent en soutien aux peuples opprimés ; leur responsabilité est de se prononcer :

- **Inconditionnellement pour le retrait des troupes impérialistes d'Irak (et aussi d'Afghanistan), inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme ;**
- **Inconditionnellement pour le droit du peuple palestinien de recouvrer la totalité de la Palestine ! A bas le plan Sharon – Bush ! A bas tous les plans de spoliation du peuple palestinien : A bas l'Etat d'Israël, état colonial !**

[Un prochain article reviendra de manière plus précise sur la question palestinienne et celle de l'État d'Israël.]